

## Histoire d'une renaissance

La CGT du Finistère de 1944 à 1948


*Chaque syndiqué  
a pour devoir :*

- 1° de lire la presse syndicale et particulièrement "**Le Peuple**", Organe Officiel de la C. G. T.;
- 2° d'acquitter régulièrement chaque mois ses cotisations syndicales;
- 3° d'assister obligatoirement à toutes les assemblées de son syndicat;
- 4° professionnellement, d'être le meilleur sur le chantier, à l'atelier, au bureau;

**" Le Peuple "**  
Organe officiel de la Confédération Générale du Travail  
Pour les Abonnements, s'adresser :  
213, RUE LAFAYETTE, 213 — PARIS (10°)  
Compte Chèque Postal : Paris 79-19

L. C. C. - PARIS - LONDON IMPR.

CARTE CONFÉDÉRALE  
1949



CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL  
BIEN-ÊTRE ET LIBERTÉ  
CGT

FÉDÉRATION NATIONALE  
DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT,  
DU BOIS ET PARTIES SIMILAIRES  
DE FRANCE ET DE L'UNION FRANÇAISE  
213, rue Lafayette, Paris - X°  
TÉL. NORD 67-39 et 68-98 Cpte Ch. Post. 4115-22

N° 0109644 Prix : 25 fr.

*En août et septembre 1944, le Finistère et Brest sont libérés. Comme tant d'autres, le département est sinistré. Tout est à reconstruire. Y compris la vie syndicale, sortant de la clandestinité après cinq ans de combat et de répression. La CGT accomplira dans ces années d'après-guerre, lourdes de contraintes mais aussi riches d'espoir, une véritable renaissance.*

*Ci-dessus : carte syndicale confédérale 1949.*



*Ci-contre, une de La Vie Ouvrière clandestine de novembre 1941, dénonçant la Charte du Travail imposée aux travailleurs par Pétain.*



## Préambule

## Pour mieux comprendre

En 1917, la révolution d'octobre, en Russie, donne espoir et ouvre de nouvelles perspectives aux travailleurs dans le monde. Les luttes se développent, l'organisation et la conscience ouvrière progressent. Parallèlement, les manoeuvres se multiplient pour tenter de briser l'unité du mouvement syndical (la CGT est le seul syndicat en France). En 1919 naît la CFTC. Ses statuts rejettent la lutte des classes et prônent « la collaboration des éléments producteurs ». Patrons et salariés, même combat.

En 1920, au congrès de Tours, les communistes se séparent de la SFIO (socialistes). Cette division se répercute sur le mouvement syndical. La Confédération, dont Léon Jouhaux est secrétaire, est majoritairement réformiste mais les partisans de la lutte des classes sont de plus en plus nombreux. Ils s'organisent en Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR).

Lors du CCN (Comité confédéral national, « parlement » de l'organisation) du 19 septembre 1921, les dirigeants majoritaires décident l'exclusion des minoritaires. La scission est consommée, les minoritaires créent la CGTU (pour unitaire).

### Dans le département

Au congrès extraordinaire de l'Union départementale, le 25 septembre, à

Brest, la motion demandant l'exclusion des minoritaires est repoussée par 28 voix contre 8. Le Troquer, militant des CSR, est élu secrétaire à une très large majorité face à Jules Le Gall, anarchiste. Très vite les débats s'enveniment et les majoritaires au plan national (CGT confédérée) mais minoritaires dans le Finistère, créent, le 20 janvier 1922, leur Union départementale.

Il y a donc désormais deux organisations : la CGT confédérée (proche de la SFIO, avec le soutien des anarchistes) et la CGTU (proche du Parti communiste). Les conséquences immédiates sont une chute de la syndicalisation et des luttes. Au fil des années, la CGT confédérée devient la première organisation du département.

### Montée du fascisme, réunification et Front populaire

La tentative de putsch par les ligues factieuses du 6 février 1934 provoque la réaction des forces de gauche. Des initiatives à l'appel des partis de gauche et des deux CGT se multiplient. Les manifestations antifascistes sont massives dans le pays et dans le département.

En 1935, Pierre Laval, président du Conseil, décide d'amputer les salaires de 5 à 10% et les retraites des fonc-

tionnaires de 15%. Le 5 août, les ouvriers de l'arsenal se mettent en grève. Les militaires quadrillent l'établissement et tuent un ouvrier. La ville de Brest s'embrase pendant plusieurs jours. On comptera trois morts à la fin du conflit. Tous ces événements ont rapproché les deux CGT, la réunification se fait en décembre dans le Finistère, en mars 1936 dans toute la France. Berthelot (ex-confédéré) est élu secrétaire ; Havez (ex-CGTU) secrétaire adjoint.

Le 3 mai 1936, les candidats du Front populaire gagnent les législatives ; Léon Blum devient président du Conseil. Dans les entreprises privées, les grèves avec occupation se multiplient et aboutissent aux accords de Matignon. A la CGT, Léon Jouhaux (ex-confédéré) reste secrétaire général, la majorité restant réformiste.

La signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939 sert de prétexte au Bureau confédéral pour exclure tous les communistes et les syndicats qu'ils dirigent. Complice, le gouvernement dissout 625 syndicats ayant à leur tête des communistes. C'est la deuxième scission. La réunification se fera au Perreux, en région parisienne, le 17 avril 1943.



*Brest, ravagée par les bombardements et les combats de la libération, n'est plus que ruines. (Photo DR)*

## L'après-guerre dans le Finistère

Sans attendre la libération de la ville (2 août 1944), le bureau de l'UL de Quimper (élu en avril 1939) se réunit dès juillet. Le secrétaire, Gustave Marquet, appartient à la tendance confédérée.

Brest n'étant pas libérée (elle le sera le 17 septembre 1944), Ernest Miry (ex- CGTU), mandaté par le Bureau confédéral, convoque, le 2 septembre, à Landerneau, les principaux responsables syndicaux du département. Aucun militant de Quimper n'y est invité. La personnalité de Marquet en est, selon toute vraisemblance, la raison (voir encadré).

Un bureau provisoire est élu. Le secrétaire général est Jacques Damoy (ancien secrétaire de l'UD confédérée) qui a rejoint la tendance unitaire.

Le bureau décide :

- d'éditer des cartes provisoires ;
- d'alerter les autorités sur l'urgence d'ouvrir des chantiers alliant reconstruction et emploi pour les milliers de chômeurs et de fournir du carburant aux paysans et aux pêcheurs pour pouvoir nourrir la population. Il demande aussi la remise en service rapide des chemins de fer et de la poste ;
- de sortir un N° 1 (de la Libération) du « Finistère syndicaliste ».

Immédiatement les besoins apparaissent : tout d'abord la mise en place

de syndicats et d'Unions locales, mais, en même temps, les questions de transport, d'approvisionnement, d'emploi, de salaires, de reconstruction, d'épuration sont impératives.

### La remise en activité des structures de la CGT

Dès le début de l'été 1944, des militants reprennent contact avec des responsables syndicaux d'avant la guerre dans plusieurs localités. Dès juillet, le bureau de l'UL de Quimper, élu avant-guerre, se réunit sur convocation de Gustave Marquet, secrétaire général. Le 2 septembre, des responsables syndicaux du Finistère se réunissent à Landerneau. Un bureau provisoire est élu. Secrétaire : Jacques Damoy (arsenal), trésorier : François Prigent (livre Brest), membres : Pierre Autret (bâtiment Brest), Guillaume Bodéré (marin-pêcheur bigouden), Edouard Edern (caisse de protection sociale Le Travail) (1), Pierre Salaün (papeterie Scaër), Joseph Stéphan (métaux Brest).

Le siège de l'UD est à Landerneau. Ce n'est que le 16 octobre, une fois la ville libérée, qu'elle déménage à Brest, au 101 rue Jean-Jaurès. Dès le lendemain de la réunion, les camarades élus se déplacent dans différentes villes, dans des conditions difficiles, souvent à vélo, pour relancer l'activité de la CGT.

Rapidement syndicats et unions locales redémarrent. Le 5 septembre, Etienne Bideau est élu secrétaire de l'Union locale de Morlaix qui, à la fin du mois, comptera 20 syndicats représentant 3 000 adhérents. Entre septembre et octobre, les UL sont opérationnelles : Concarneau, secrétaire Robert Jan, qui deviendra, plus tard, maire de la ville ; Quimperlé qui compte presque immédiatement dix syndicats, secrétaire Joseph Roussin ; Scaër, secrétaire : François Le Roux ; Douarnenez, secrétaire : M. Payette ; et aussi Pont-l'Abbé, Huelgoat, Carhaix, Châteaulin, Saint-Pol-de-Léon.

### 888 adhérents au syndicat des bûcherons !

Si les 22 syndicats de fonctionnaires s'organisent, en octobre, en section départementale avec Rogers, des indirectes, comme secrétaire, les bûcherons créent, à partir de Scaër, un syndicat départemental qui comptera jusqu'à 888 adhérents (*source renseignements généraux*). D'autres syndicats départementaux sont créés ou recréés : boulangers, coiffeurs, musiciens, ponts-et-chaussées, instituteurs, PTT. Les unions syndicales départementales des marins-pêcheurs et du bâtiment-bois sont mises en place.

(à suivre, page 4)



La syndicalisation des femmes et des jeunes fait l'objet d'une attention particulière. Le nombre de femmes qui travaillent augmente sans cesse. Les revendications sont diverses selon la profession et la localité. L'Union départementale préconise que les syndicats revendiquent des crèches, des chambres d'allaitement, des colonies de vacances... Très peu de femmes prennent des responsabilités syndicales et la commission femmes de l'UD ne fonctionne pas. « Il faut que chaque syndicat, chaque UL s'entoure de camarades femmes et dresse, avec elles, leur cahier de revendications », demande l'UD.

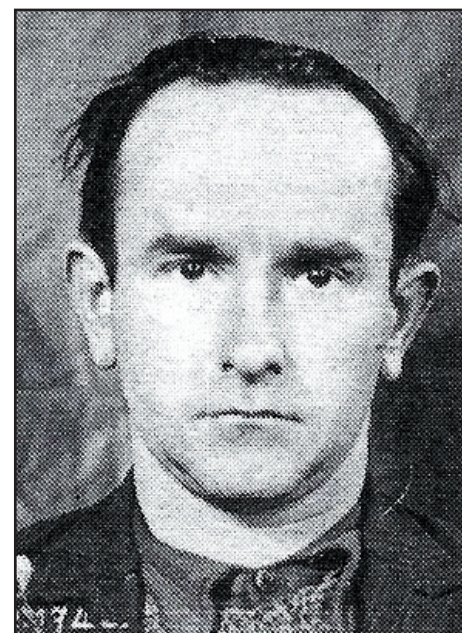
Des commissions jeunes sont instaurées dans les UL et certains syndicats, mais elles fonctionnent bien mal hormis au syndicat du bâtiment de Brest. Les objectifs sont donc de faire travailler les jeunes sur leur cahier

de revendications et d'organiser les sports et les loisirs. L'UD estime qu'il « serait souhaitable que les syndicats rajeunissent leurs cadres et, ainsi, nous aurions avec nous cette jeunesse française qui est notre avenir ».

### 52 000 syndiqués en 1946

Le premier congrès se tient, à Quimper, les 10 et 11 mars 1945 sous la présidence de Neumeyer du bureau confédéral. Une nouvelle direction est élue. Ernest Miry devient secrétaire général. A la demande de Marquet, de Quimper, une place au bureau est réservée à Charles Berthelot, secrétaire de la CGT confédérée avant-guerre, interné à Buchenwald puis à Schidau. Il y mourra, à 45 ans, le 17 avril 1945.

Au deuxième congrès, en mai 1946 à Rosporden, la CGT compte 244 syndicats représentant 52 000 syndiqués.



Ernest Miry, de l'arsenal, devient secrétaire général de l'UD CGT, à l'issue du premier congrès après la Libération.

## Le contexte national

A la Libération, la CGT apparaît comme l'une des organisations qui, grâce à son rôle dans la résistance et aux pertes humaines qu'elle a subies, ont permis de triompher du nazisme et de Vichy. Il est indispensable et urgent de remettre en place, dans tout le pays, les structures de la CGT. Les accords du Perreux stipulent que « les proportions existant entre les tendances en septembre 1939 seront rétablies dans chaque union et chaque fédération ». Mais la guerre a fait évoluer les mentalités, le nombre d'adhérents a considérablement augmenté. Le rapport de force entre les tendances s'est inversé. Si la Confédération est dirigée par deux secrétaires généraux, Benoit Frachon et Léon Jouhaux, ce dernier ne peut compter sur une majorité de syndiqués.

### Une politique de progrès économique et social

L'organisation compte 5 millions d'adhérents, c'est une force considérable pour imposer des réformes économiques et progressistes.

Le pays est au plus bas économiquement : l'indice de production industrielle est de 38, contre 100 six ans plus tôt. Dans l'immédiat, il s'agit de relever la France. La CGT s'y attelle. Il faut aussi reconstruire un Etat et renouveler considérablement la République.

Les nationalisations sont des mesures majeures. Après celles sanctionnant la collaboration (Renault, Berliet...) un plan ambitieux est mis en oeuvre. L'éclairage, l'aviation civile, les mines, les chemins de fer, la Banque de France, une partie des banques et 22 assurances sont nationalisés.

Au-delà de ces avancées économiques, une politique de progrès social se décide, inspirée du programme du Conseil National de la Résistance (CNR) : la Sécurité sociale, les comités d'entreprises et le statut des fonctionnaires.

### Vers la scission

Rapidement le mécontentement social prend de l'ampleur. Le refus du patronat et du gouvernement de satisfaire les revendications provoquent, en 1947, de grandes grèves. Les difficultés avivent les rivalités entre la majorité



Affiche du congrès confédéral de 1946. Le mot d'ordre, « Produire pour mieux vivre », correspond aux impératifs de la reconstruction du pays.

confédérale et la tendance réformiste et socialiste, réunie autour du journal « Force ouvrière ». L'entrée dans la Guerre froide et les vagues de grèves de novembre-décembre amènent la scission et la création de Force Ouvrière, en décembre 1947.

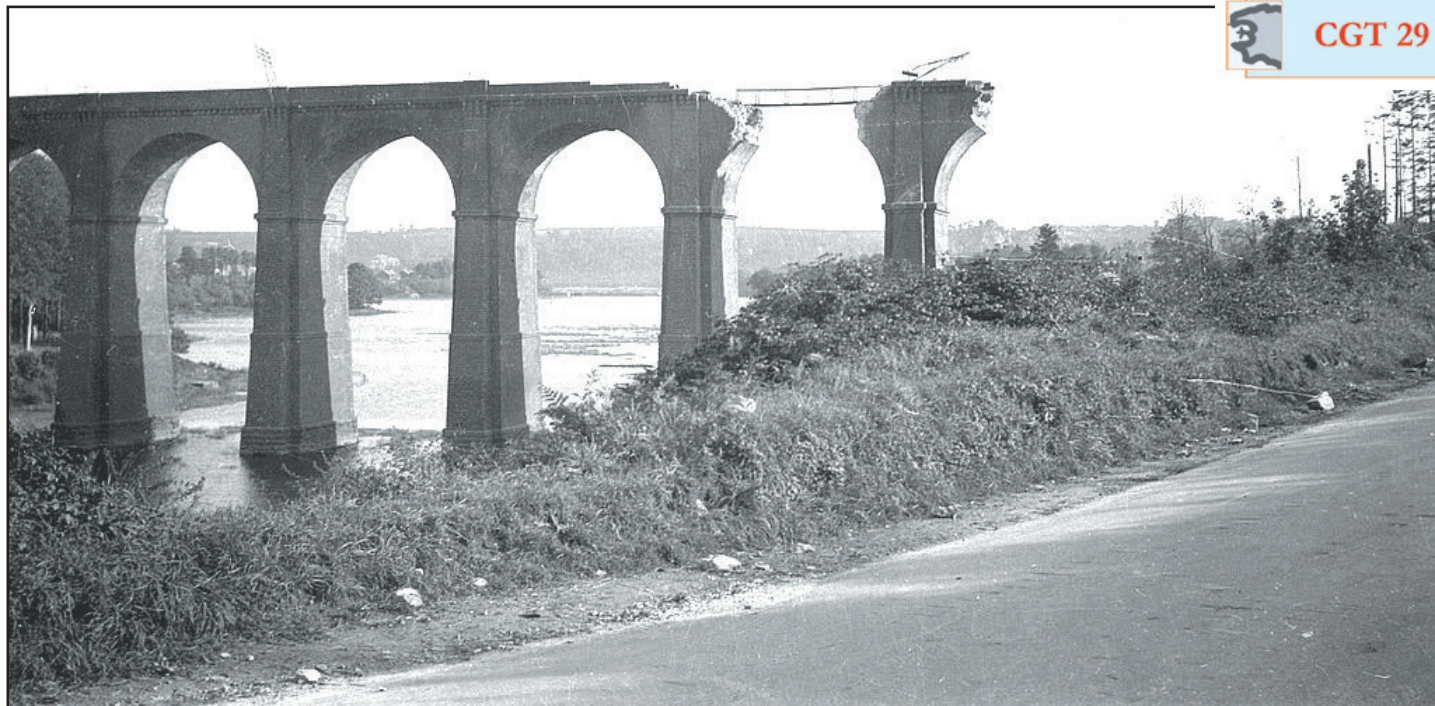
*Le viaduc de Kerbuon a été dynamité par les Allemands, ce qui entrave la circulation des trains.  
(Photo DR)*

1944-1948

Histoire  
d'une  
renaissance



CGT 29



## Les transports : une urgence, rétablir les communications

Au premier congrès de l'UD, le 11 mars 1945, à Quimper, le mot d'ordre était : « Produire pour terminer la guerre, produire pour reconstruire, pour rétablir les communications, remettre les usines en activité, améliorer le ravitaillement des villes ».

### Réseau ferroviaire : ponts et gares détruits

La tâche est rude. Les trains nécessaires au transport de matériaux et de marchandises ne peuvent atteindre le nord du département, le pont entre Plounérin et Plouaret ayant sauté, miné par l'occupant. Situation identique pour le viaduc de Kerhuon. La gare de Brest est détruite, 36 locomotives sur 37 ont sauté elles aussi. Grâce à un immense travail, un premier train arrive à Brest le 10 novembre 1944.

Dans le sud Finistère, pas de destruction mais la poche de Lorient (libérée le 10 mai 1945) empêche le passage

par la voie normale. Pendant plusieurs mois, les trains de marée de Douarnenez, Pont-l'Abbé et Concarneau sont détournés par Landerneau. Les multiples interventions des Unions locales et le travail des cheminots du réseau breton permettent, peu à peu, de rétablir les petites lignes intérieures.

### Réseau routier : de longs détours

Les routes sont en très mauvais état. Le travail pour leur réfection est immense mais il permet, assez rapidement, la circulation des véhicules, essentiellement professionnels, et donc l'amélioration de l'approvisionnement. La démolition des ponts de Plougastel (remis en état en 1949) et de Térénez (reconstruit en 1952), nécessitent des détours entraînant une surconsommation de carburants déjà trop rationnés. La CGT milite pour la nationalisation de tous les transports.

Si la forte implication des salariés permet d'améliorer la situation, les obstacles sont nombreux. Au congrès de mars 1945, Jacques Damoy accuse les Ponts-et-Chaussées de n'avoir pas su organiser les transports de façon rationnelle.

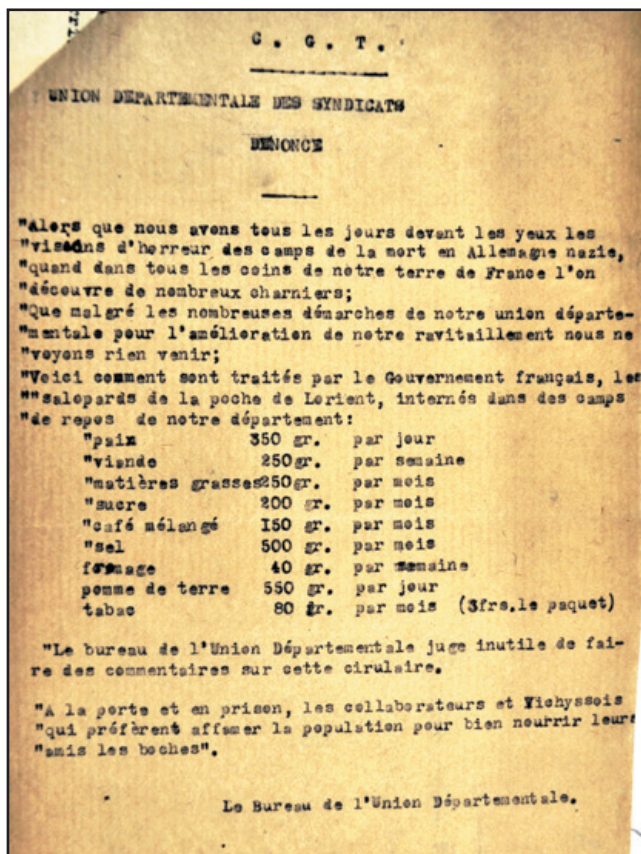
Fin 1946, le réseau est devenu acceptable.

### Transport maritime : opération déminage

Une partie du littoral du Finistère est miné, empêchant la reprise des activités maritimes. Le port de Brest est inutilisable. C'est à Morlaix que les Américains aménagent le port pour assurer le transport maritime vers les ports anglais ou des USA. Le transport de marchandises par bateau est donc très réduit.

Une vaste opération de déminage permet de reprendre progressivement les activités maritimes.





*La question de l'alimentation, en période de disette, crée de funestes tensions. En 1945, la CGT dénonce les conditions, jugées trop favorables, faites aux prisonniers allemands...*

## Le ravitaillement : assurer le minimum

De nombreuses commissions sont instituées au plan départemental, chacune chargée d'un type de ravitaillement. L'UD et les UL interviennent, à plusieurs reprises pour faire pression sur les commissions, le préfet et le gouvernement dans le but d'améliorer et d'accélérer l'approvisionnement. Après la Libération, le rationnement n'est pas supprimé sur les produits essentiels : pain, lait, viande, beurre, sucre, café, sel ... De fréquents réunions, meetings voire manifestations exigent 250 grammes de pain par personne « extrême minimum nécessaire à la vie journalière de chaque personne ». L'UD revendique que les pommes de terre ramassées dans le département soient destinées aux Finistériens et non pas exportées.

La situation géographique du Finistère, le manque de transports tant ferroviaires que routiers, l'absence de matières premières (matériaux, charbon etc.), la faiblesse du contingent de carburants et le manque d'électricité posent de gros problèmes.

### Du gas-oil pour les marins-pêcheurs

Grâce à l'action de l'UD, des UL du sud-Finistère et du bureau confédéral, les pêcheurs ont pu, petit à petit, obtenir du

gas-oil permettant de fournir du poisson. Les paysans eux manquent de carburant pour les travaux des champs, notamment le battage.

Le marché noir ajoute aux difficultés. Dans son livre « La CGT dans le Finistère », Fanch Tanguy écrit : « Alors que les tickets de pain ne peuvent pas être régulièrement honorés, le pain blanc ne fait pas défaut pour les gens aisés ». Rien que pour le mois de janvier 1945, la préfecture du Finistère comptabilise 499 procès-verbaux. Face à cette situation, le préfet crée à Brest, Quimper et Morlaix des brigades de gendarmes uniquement chargées de la répression du marché noir.

### Deux heures de grève pour un litre d'huile

Tout au long de l'année 1945, la situation reste tendue. Le 17 août, les ouvrières d'usines de conserves de Concarneau font deux heures de grève pour un litre d'huile, qu'elles obtiennent.

La mauvaise organisation nationale du ravitaillement aggrave encore la situation. En janvier 1945, 34 wagons sont arrivés à vide de Paris alors que le Finistère manque de produits de première nécessité. Ils venaient charger 450 tonnes de conserves pour alimenter la région parisienne. Une manifestation s'est for-

mée à l'appel de la CGT et des maires des communes concernées les 29 et 30 janvier. Pendant de longues heures manifestants et maires empêchent le chargement du train. Sur les quais de Rouen, le gas-oil existe en quantité alors que les pêcheurs en manquent. A Brest, le 11 janvier 1945, 2 000 manifestants défilent à l'appel de la CGT. Quelques adjoints au maire y participent. Ils protestent contre le mauvais fonctionnement du ravitaillement, la lenteur à payer la prime de libération et la non-distribution de tabac. A Concarneau, le 20 février 1945, 1 200 personnes, réunies à l'appel de la CGT, réclament l'élargissement de la zone de pêche, l'envoi de carburant et de charbon pour les pêcheurs, des pourparlers pour que la campagne thonière puisse avoir lieu. Un meeting CGT est organisé à Quimper le 17 février 1945 avec 2 000 participants.

### Des tickets de rationnement jusqu'en 1950

Le 22 mai 1946, 40 000 personnes manifestent dans tout le département pour exiger un meilleur ravitaillement, notamment du pain en quantité suffisante et en qualité. Les tickets de rationnement ne disparaîtront qu'au début de 1950.

C. G. T. - F. S. M.

# UNION & ACTION

pour nos 5.000 Francs de Vacances  
et le respect des 40 heures

Ouvriers, Fonctionnaires, Employés,  
Marins,

Par votre union, en 1936, vous avez obtenu  
les 40 heures et les congés payés.

Mais si nous avons acquis ces avantages, il faut les  
faire respecter et en assurer la jouissance.

Or, les Travailleurs ne le peuvent devant les difficultés  
d'existence grandissant constamment (les salaires blo-  
qués, hausse du coût de la vie).

Le chômage sévit durement et s'étend de plus en plus.

Pendant ce temps, le gros Patronat réalise des **béné-  
fices scandaleux en spéculant sur la misère des  
travailleurs.**

Le Gouvernement aux ordres des capitalistes se refuse  
à donner une suite favorable à vos légitimes reven-  
dications.

Déjà, de nombreuses corporations ont obtenu satisfac-  
tion, nous demandons que cette mesure soit étendue  
à tous les Travailleurs.

**Aucune distinction ne doit être faite.**

Pour cela, vous vous devez d'exiger : a) l'obtention  
**immédiate de la Prime de 5.000 fr. + 1.500 fr.  
par personne à charge ;**

b) **Le respect des 40 heures en 5 jours de  
travail, sans diminution de salaire.**

Sans plus attendre : **Déposez vos cahiers de  
revendications.**

**UNION et ACTION, tels sont les seuls gages de succès !**

UNION LOCALE DES SYNDICATS - C. G. T.

1944-1948  
Histoire  
d'une  
renaissance



CGT 29

*Le respect des 40 heures, l'obtention de primes pour compenser  
le blocage des salaires et l'inflation galopante, un exemple des mots  
d'ordre de la CGT dans l'immédiat après-guerre.*

## Salaires : effacer les mesures de Vichy

Dès la Libération, la CGT a demandé une revalorisation immédiate de 50% et « la mise en ordre des salaires », c'est-à-dire leur adaptation au coût de la vie et la reconsidération de la question des zones instaurées par Vichy. Début 1945, le Finistère a obtenu 3,35 à 4 francs de majoration horaire selon les zones (la douzaine d'oeufs coûte 30 francs) ; cela représente approximativement 40% d'augmentation, petite amélioration insuffisante d'autant qu'elle est absorbée par la montée en flèche des prix. La CGT revendique 23 francs de l'heure.

### Les zones de salaires

Le gouvernement Pétain avait décou-  
pé la France en six zones de salaires, les  
grandes villes en zone 1 et les petites  
communes de campagne en zone 6. Les  
écarts entre elles étaient importants. Un  
premier texte de révision des zones est  
inacceptable : Brest, classée en 3 subit un  
abattement de 17% par rapport à Paris,  
Quimper 26% et les petites communes  
33%. Des grèves éclatent, le gouverne-  
ment est contraint de revoir sa copie. En  
juin 1945, l'écart de 33 est réduit à 25.  
Au plan départemental, l'action des UL  
et de l'UD fait modifier la géographie.

La commission régionale aligne 17 nou-  
velles communes supplémentaires sur  
Quimper (20% de Paris). Brest à 17% est  
ramené à 13 puis 8% au titre des villes  
martyres.

Même si l'UD apprécie ces avancées,  
elle les estime insuffisantes. Des grèves  
éclatent comme à Quimper le 23 mai  
1945 : Dames de France, les grands ba-  
zars, les assurances sociales. L'UD lance  
un mot d'ordre de grève pour le 12 juin.

Dans son rapport au gouvernement, le  
préfet écrit : « Les ouvriers ont répondu  
avec empressement à l'ordre de grève  
lancé par la CGT. A Brest et à Morlaix,  
la CFTC s'est jointe au mouvement ». La  
grève des fonctionnaires le 12 décembre  
1945, à l'appel de la CGT, connaît une  
ampleur considérable : au meeting de  
Brest : 8 000 salariés, à Quimper 1 200.  
Partout le mouvement est un succès.  
Cette grève porte ses fruits puisque le  
gouvernement accorde des augmenta-  
tions de 3,90 à 5%, malgré le blocage des  
salaires depuis juin.

### Manifestations victorieuses

En juin 1946, les salaires sont toujours  
bloqués mais les prix, en principe blo-

qués eux aussi, ont flambé. L'UD décide  
de créer, dans toutes les UL des comités  
de contrôle des prix. Répondant à l'appel  
de la Confédération, elle appelle à une  
journée d'action le 19 juillet pour les  
salaires et la Sécurité sociale. Les mani-  
festations sont massives : 10 000 à Brest,  
4 000 à Quimper, Douarnenez, Concar-  
neau, 3 000 à Morlaix. Rassemble-  
ments aussi à Landivisiau, Landerneau,  
Huelgoat, Carhaix, Scaër, Quimperlé.  
Un énorme succès qui devait déboucher,  
fin juillet, sur des augmentations entre  
17, 2 et 35% sur les salaires (au lieu des  
15% prévus), 50% de plus pour les allo-  
cations familiales. Dans le même temps,  
les comités de vigilance arrivent à im-  
poser une baisse des prix sur de nombreux  
produits, particulièrement la viande.

En décembre 1946, la CGT demande  
au gouvernement la fixation d'un salaire  
minimum vital de 7 000 francs net. De-  
vant l'insistance de la CGT, 11% sont  
accordés en mars 1947, déjà dépassés par  
la hausse des prix. Les actions sont nom-  
breuses : grèves chez Dior à Landerneau,  
à l'arsenal, chez les dockers brestois. Les  
7 000 francs sont accordés en août 1947  
mais les prix continuent de grimper. En  
décembre la CGT demandera le salaire  
minimum à 10 800 francs



**Augmentation des Salaires**

**Douarnenistes !..**

A quoi sert d'augmenter les salaires si vous n'avez pas de travail ?

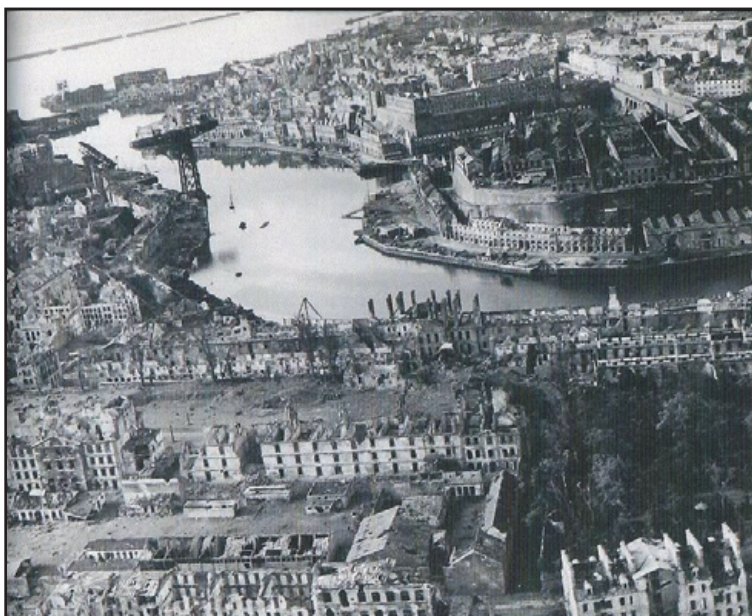
**PAS DE TRAVAIL - PAS DE SALAIRES**

Pourquoi expédie-t-on du poisson aux usines de l'extérieur avant d'assurer du travail à la main-d'œuvre locale ?

Pourquoi les usines de certains ports reçoivent-elles, à capacité de production égale, trois fois plus de poissons que les usines de Douarnenez ?

Le poisson de Douarnenez doit être travaillé à Douarnenez.

**Travail fréquent - Salaires importants**



*La reconstruction de Brest (ci-dessus) ne pourra se faire sans l'emploi d'une main-d'œuvre abondante ; il faudra plus de 20 ans pour mener à bien cette tâche colossale. (photo DR)*

*Ci-contre, le coup de colère des Douarnenistes qui exigent que le poisson pêché à Douarnenez soit travaillé par les conserveries locales.*

## L'emploi : des bras pour reconstruire

« Les travailleurs demandent que les pouvoirs publics s'occupent immédiatement de la reprise du travail. C'est urgent. », écrit le Finistère syndicaliste dans le premier numéro de septembre 1944.

Une partie de la population est sans ressources. Plusieurs entreprises ont fermé pendant la guerre, certains patrons, ayant plus ou moins collaboré, hésitent à ouvrir leur société. A Brest, l'arsenal est, en grande partie, détruit ; le port, miné, interdit tout trafic, les dockers ne peuvent travailler, la quasi-totalité des commerces est fermée. Dans le sud, les pêcheurs ne peuvent pas sortir, les ports étant minés et le carburant manquant.

### Pas de fil, pas de bois, pas de charbon...

Les papetiers sont sans travail, les den-

teliers de Pont-l'Abbé n'ont pas de fils, les sabotiers de Rosporden, pas de bois, les granitiers de Huelgoat pas de charbon pour forger leurs outils. A Douarnenez, la CGT, par affiche, dénonce l'envoi de poissons aux usines extérieures au détriment de l'emploi local. Elle revendique : « le poisson de Douarnenez doit être travaillé à Douarnenez ». Partout l'électricité est insuffisante.

### Reconstruire, produire, nourrir

La situation économique catastrophique exige une masse d'emplois importante pour reconstruire, produire, nourrir les familles.

Dès sa première réunion de Landerneau, l'UD demande des aides substantielles pour les chômeurs. Elle presse les pouvoirs publics pour que déminage,

arrivages de matériaux et de carburants soient faits dans les plus brefs délais. Parfois les choses avancent : à Quimperlé, le colonel Cadol, frappé par le nombre de sans-emploi, embauche 150 ouvriers sur les chantiers militaires mais, dans le même temps, la mairie refuse la création d'une « soupe populaire » pour les plus démunis.

Dans le courant de l'année 1945, la situation s'améliore peu à peu, mais la CGT ne partage pas entièrement l'optimisme du préfet qui, au mois de mai, estime que « la libération de la poche de Lorient va déterminer l'ouverture d'un nombre considérable de chantiers qui vont drainer toute la main d'oeuvre disponible de la région ». Néanmoins, au moment du IV<sup>e</sup> congrès de l'UD, en juin 1948, la situation semble s'être sérieusement améliorée.





*Le 10 février 1946, les « organisations républicaines, laïques et antifascistes » appellent à manifester contre « les tentatives néo-fascistes des trusts réactionnaires ».*

## L'épuration : une justice trop clémente

Dans le premier numéro, après la Libération, du « Finistère syndicaliste », Jacques Damoy écrit : « Nous demandons l'arrestation et la mise en jugement, le plus rapidement possible, de tous ceux qui ont collaboré avec l'ennemi ».

### « Le châtement des traîtres ... »

L'épuration sera, notamment en 1944-45, une demande permanente des organisations CGT. Dès le 21 septembre 1944, les cheminots exigent le châtement des traîtres, le syndicat de l'arsenal également, en octobre, et exige aussi le licenciement, sans pension, des collaborateurs de l'établissement. Dans toutes les UL la même exigence est exprimée par communiqués ou en assemblées générales. Des affiches sont collées, les interventions auprès du préfet sont nombreuses.

Dans son rapport au deuxième congrès de l'UD, à Rosporden le 12 mai 1946, Ernest Miry, secrétaire général, revient sur les difficultés rencontrées après la Libération. Il dit notamment : « A tout moment, on se heurtait... à la mauvaise volonté des « Kollaborateurs » qui,

échappant à la justice trop clémente à leur égard, continuaient leur sabotage de la France ».

Justice trop clémente ? Assurément, et les nombreux rapports du préfet au gouvernement nous éclairent à ce sujet : « La faiblesse de certains verdicts étonne le public, on ne veut pas une justice charitable et apaisante mais une justice impitoyable pour les traîtres ... L'annonce de la réintégration de certains fonctionnaires de la police nationale d'Etat qui avaient fait l'objet de propositions de révocations a déçu la commission d'épuration » (février 1945).

### « Etouffer les affaires de collaboration économique »

« Les gens ont l'impression que l'on cherche à étouffer les affaires de collaboration économique et que les industriels qui ont mis leurs entreprises au service des Allemands ne sont jamais punis sévèrement » (mai 1945). Il cite des noms d'individus, de commerçants, d'industriels. La haute administration n'est pas épargnée : « la nomination de M. Hollar, ex sous-préfet de Châteaulin, en qualité de secrétaire général du Cher, a

provoqué une certaine émotion au Comité départemental de Libération ». (février 1945).

Dans plusieurs villes, souvent à l'initiative de membres du Comité local de Libération et de la CGT, des meetings et manifestation de protestation contre un ou plusieurs jugements, sont organisés. A Concarneau, des policiers sont agressés physiquement. Le commissaire écrit au préfet : « Pour rétablir le climat et permettre à la police de retrouver toute son autorité, je crois désirable de muter tout le personnel qui se trouvait en fonction à Concarneau, avant la Libération » (11 mai 1945).

### Une épuration mort-née

Le 31 juillet 1945, un décret marque la date limite de l'action des commissions départementales d'épuration dans le cadre professionnel. Dans son rapport du mois de septembre, le préfet écrit : « L'épuration professionnelle, à la suite du décret... est pratiquement arrêtée... Dans le Finistère on peut dire qu'elle est terminée avant d'avoir commencé. C'est une épuration mort-née ».

# A Quimper : l'affaire Marquet

Gustave Marquet était secrétaire général (tendance confédérée) de l'Union locale CGT de Quimper en 1939. Mécanicien dentiste, il habitait, avec sa famille, à la Maison du Peuple, rue Jean-Jaurès.

En septembre 1944, l'UD, signifie, par courrier, au maire de Quimper que Marquet « ne représente plus rien » et lui demande de lui refuser des salles pour tenir des réunions. Elle indique qu'une enquête de police est ouverte contre Marquet au sujet d'une location que celui-ci avait consenti à un Français, agissant, en fait, pour les occupants.

Marquet proteste et continue de réunir le bureau acquis à sa cause (deux membres, ex-CGTU, n'y participant pas) et fait des demandes de salles. Au nom du bureau, il demande au préfet d'être désigné membre de la délégation spéciale de Quimper et de faire partie du Comité

départemental de Libération. Le préfet lui répond que M. Le Coz (de Concarneau) a été désigné membre du CDL par l'Union départementale.

Il est évident que la Maison du Peuple aurait été réquisitionnée par l'occupant, qu'il y ait location ou non. L'enquête de police, à ce sujet, a, d'ailleurs, blanchi Marquet.

Lors d'une assemblée de plus de 150 adhérents, le 24 septembre 1944, un débat, pour le moins animé, s'instaure entre Pierre Salaün du bureau de l'UD, et quelques militants. Pierre Salaün indique qu'à la réunion du 2 septembre à Landerneau, ce sont les camarades qui avaient travaillé dans la clandestinité qui avait refait l'UD. Il reproche à l'UL de Quimper d'avoir adressé, en 1939, la circulaire confédérale excluant les communistes, « ce qui a eu pour effet d'exclure des syndicats... non seulement des camarades étaient désignés à la police française mais étaient envoyés dans des camps de concentration » (ce dernier point est contesté par Marquet). « L'UL qui a fait de telles choses a démerité ». On peut

donc penser qu'il s'agit là de la véritable raison de la non-convocation de l'UL à Landerneau.

## L'assemblée générale des syndicats de Quimper

Elle se tient le dimanche 26 novembre 1944. Sur 29 syndicats constitués, 26 sont présents, représentant 2 474 syndiqués. Pierre Autret, du bureau de l'UD, préside la séance. Après débat sur les modalités de vote pour le bureau, le scrutin à la proportionnelle (nombre de voix de chaque syndicat en fonction du nombre d'adhérents) est adopté.

Le bureau sortant avait décidé qu'aucun de ses membres ne serait candidat. La candidature de Marquet est pourtant présentée par son syndicat (20 membres). Pour le poste de secrétaire, la majorité absolue n'étant pas atteinte au premier tour, le deuxième tour donne le résultat suivant : Le Coz 26 voix, Marquet 22. Le président déclare Le Coz secrétaire de l'UL. On retrouvera Marquet, toujours syndiqué, en tant que représentant de la SFIO dans de nombreux meetings.

## « Très forte participation CGT ... », selon la police

Manifestations, meetings, ils sont toujours là ; discrets mais attentifs les agents des Renseignements généraux regardent, prennent des notes puis rédigent leurs rapports.

50 ans plus tard ces documents soigneusement conservés aux Archives départementales deviennent communicables. Leur lecture, qui peut s'avérer fastidieuse, révèle au final des réalités aujourd'hui surprenantes.

Comment ne pas être étonné par l'extraordinaire niveau de fréquentation des salariés aux réunions organisées par la CGT au cours des années 1945 et 1946. (1)

Quelques exemples tirés de ces rapports policiers :

Le 1er mai 1945 – qui n'est pas encore un jour férié chômé et payé (2) – 1 000 personnes assistent à la réunion organisée par

l'Union Locale CGT de Quimper pour fêter le Premier Mai

Le 5 mai 1945, toujours à Quimper, le fonctionnaire des RG écrit : « Suite à l'annonce à la radio de la capitulation de l'Allemagne, une grande réunion de la CGT a eu lieu le soir à la salle des fêtes de Quimper. 1000 personnes environ y assistaient. Fin à 23 heures ».

Le 11 juin 1945, 5 000 salariés de toutes professions viennent « entendre les délégués de la CGT sur les salaires et les abattements de zone de salaire ». (3)

Le dépouillement des rapports des RG pour l'année 1946 montre que les réunions plus catégorielles ou plus spécifiques organisées par la CGT n'étaient pas moins fréquentées.

Ainsi, parmi d'autres initiatives de l'Union Départementale :

- 250 marins sont réunis à Douarnenez le 2 novembre 1946, sur les problèmes de la pêche ;

- 250 jeunes ouvriers agricoles, réunis également à Douarnenez, le 2 décembre 1946, sur les salaires et conditions de travail.

Malgré des difficultés de transport qui

perdurent encore :

- la section départementale des Vieux Travailleurs de la CGT organise le 4 octobre 1946 une réunion à Quimper à laquelle vont participer « environ 2 000 personnes », aux dires du rapport du commissaire de police.

- les réunions d'information organisées par l'UD CGT du Finistère sur l'application du plan de Sécurité sociale vont susciter un grand intérêt et rassembler 4000 personnes à Quimper le 23 Juillet et autant à Concarneau le lendemain.

A noter que toutes ces réunions et manifestations ont lieu en semaine, le soir, après la journée de travail de chacun ... et que la durée du travail est de 48 heures par semaine du lundi au samedi.

1- Les rapports quotidiens et mensuels pour les années 1945 et 1946 sont consultables aux AD 29 sous les cotes 31W 220 et suivantes.

2- Il faut attendre la loi Croizat N°46-828, du 26 avril 1946, qui fait du Premier Mai un jour chômé payé.

3- Chiffre à mettre en rapport avec la population de Quimper, soit 20000 habitants.





Marseille. Le 12 novembre 1947, en réaction à l'arrestation de plusieurs militants de la CGT, des milliers de travailleurs convergent vers le palais de justice. Policiers et gardes mobiles tentent de contenir la foule. (photo DR)

## Les grèves de 1947 touchent toute la France

Depuis la Libération, le gouvernement, composé de toutes les tendances politiques issues de la Résistance, met en application une grande partie du programme du CNR (Conseil National de la Résistance).

Jusqu'en 1946, le mot d'ordre de la CGT est : « produire » pour reconstruire le pays, relancer l'emploi et permettre l'approvisionnement. Pierre Neumeyer (2), représentant le bureau confédéral au congrès de Quimper en 1945, déclare : « Les grèves ne doivent pas être déclenchées à la légère ». L'année suivante, au congrès de Rosporden, Ernest Miry, secrétaire général de l'UD, dit : « Dans l'état actuel de la situation économique, il ne faut pas en abuser ».

### Le patronat entend reprendre la main

Rapidement, cependant, le patronat, soutenu par plusieurs ministres et de nombreux parlementaires, entend reprendre la main. Les ouvriers, qui ont pris une part décisive à la renaissance du pays, formulent leurs revendications car les profits s'envolent au détriment des salaires et les prix grimpent. Sur la base de l'indice 100 en 1938, les salaires sont à 850 et les prix à 1 336 en novembre 1947. Le pouvoir d'achat n'est donc plus que 48% de celui de 1938.

Partout les grèves éclatent : marins-pêcheurs, fonctionnaires et assimilés, arsenal et pyrotechnie en février. L'ensemble de la population manifeste le 26 mars à l'appel de la CGT. En avril les personnels des transports et l'arsenal, à nouveau. Le Premier Mai, 23 rassemblements sont organisés dans le département. Le même

mois les grèves touchent l'entreprise Dior (engrais) à Landerneau, les gaziers-électriciens et les salariés des garages de Morlaix. Le 22 mai, 40 000 personnes manifestent dans le Finistère. Du 15 au 22 septembre, l'arsenal est en grève.

Entre-temps, le 4 mai, les ministres communistes sont chassés du gouvernement et, le 5 juin, le plan Marshall est accepté. Ce plan, sous couvert d'aide économique, tend, en fait, à imposer la tutelle politique des Etats-Unis. Le mécontentement est d'autant plus grand dans la classe ouvrière que le gouvernement décide le 15 novembre une série de hausses des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports...

Deux jours plus tôt, les 13 et 14 novembre, le CCN de la CGT appelait à la consultation et à l'action de tous les salariés. Au sein de la confédération s'est constitué un groupe, autour d'un journal : « Force ouvrière ». Il est composé, pour l'essentiel d'anciens confédérés (3). Ce groupe vote contre les décisions (832 pour, 101 contre).

### Plus de deux millions de grévistes

Les actions se développent dans tout le pays. Elles débutent à Marseille et, en quelques jours, le mouvement touche toute la France : mineurs, dockers, marins, métallos, salariés des transports... Dans sa phase la plus aigue, le nombre de grévistes s'élève à plus de 2 millions. Des incidents, parfois violents, éclatent. La presse nationale et locale les monte en épingle pour tenter de discréditer la CGT dans l'opinion et de favoriser une scission.

Dans le Finistère, jour après jour, les syndicats CGT se rallient au mouvement : dockers, grutiers, travailleurs des charbonnages, marins, cheminots, gaziers-électriciens, métallos... Ces grèves ont un écho important dans la population. Le Télégramme et Ouest-France donnent une large part aux positions des non-grévistes. Le 3 décembre, par exemple, on relève trois articles hostiles à la grève. Le Télégramme parle de manière virulente de la grève des électriciens qui ont momentanément coupé le courant. L'idée que cette action pourrait entraîner une pénurie de pain se fait jour. Absurde, bien sûr, la quasi-totalité des boulangers ne disposant pas, à cette date, de fours électriques ; mais la rumeur court et elle angoisse la population.

### 13 avril 1948 : une nouvelle scission

Une majorité de la presse ne cesse de s'en prendre aux grévistes. Dans le département pourtant, aucune violence entre grévistes et non-grévistes n'est à déplorer. Dans un rapport d'information de novembre, les renseignements généraux écrivent : « aucune atteinte grave n'a été portée à la liberté du travail ». Les grèves ont, cependant, achevé de mettre au jour les dissensions profondes qui existent à la CGT. La tendance FO, opposée à l'action et favorable au plan Marshall, se réunit les 17 et 18 décembre en assemblée générale. Les participants décident de quitter la CGT et demandent à tous leurs sympathisants d'en faire autant. Dans les semaines qui suivent ils se regroupent avec les fédérations autonomes et créent, le 13 avril 1948, la confédération CGT-FO.



*L'opposition des membres de la tendance Force Ouvrière, proche de la SFIO, s'est cristallisée, au sein de la CGT par rapport à la position à adopter au sujet de l'aide économique américaine du Plan Marshall. La scission de FO, favorable au Plan Marshall, a bénéficié, entre autres, de l'appui du syndicat américain AFL-CIO.*

## L'implantation de FO dans le Finistère

La scission CGT-FO dans le département est le fruit de la rupture nationale. La réunification d'après-guerre n'a pas aboli les oppositions. Dès 1945, les anciens confédérés, minoritaires dans la CGT, lancent le journal « Force ouvrière » qui ne cache pas son anticommunisme. Un comité se réunit au sein des « amis de FO ». L'adoption du plan Marshall (combattu par la majorité CGT) et l'arrivée de la Guerre froide, entraînent la scission, accélérée par les grèves de fin 1947.

Dans le Finistère, la situation est différente. Les dirigeants CGT d'avant-guerre ont disparu (Charles Berthelot) ou ont rejoint les anciens CGTU (J. Damoy, E. Edern). Contrairement à de nombreux autres départements, il n'y a pas de groupe « les amis de FO ». Seul l'enseignant Hafid Abdelaziz (militant de l'UL de Morlaix et de la SFIO) prône leurs idées et s'oppose aux dirigeants de l'UD.

### Une implantation rapide

FO s'implante, dès le début 1948, dans le secteur public et très peu dans le privé. On trouve FO (très minoritaire) à l'arse-

nal, à la Manufacture des Tabacs à Morlaix (de façon plus importante), dans les finances, les PTT, la SNCF, les communaux, les hôpitaux, même si la CGT reste parfois majoritaire dans ces secteurs. A la poudrerie de Pont-de-Buis, un vote, en février, donne 396 ouvriers pour le maintien à la CGT sur 405 inscrits. Dans le gaz, l'électricité et les entreprises privées, FO est quasiment inexistante.

### Les unions locales FO

Au niveau des Unions locales, malgré la création de FO à l'arsenal, la mise en place d'une UL à Brest reste compliquée tant la CGT est puissante dans la ville. A Quimper, contrairement aux craintes de l'UD CGT, seuls quatre syndicats sur 47 (tous composés d'employés) adhèrent en janvier. En mai, loin des prévisions, FO ne compte que 15 syndicats, la CGT restant implantée dans la majorité de ces entreprises.

A Morlaix, le terrain de la scission est plus favorable. L'activité d'Abdelaziz n'y est sans doute pas étrangère. Rapidement, la « Manu » crée un syndicat, rendu public

le 17 janvier dans « Le Breton socialiste », journal de la SFIO. En février on en compte un chez les communaux, dans le bâtiment et l'alimentation. Faute de trouver un volontaire pour être responsable, les hospitaliers créeront leur syndicat FO bien plus tard. Abdelaziz, étant membre du comité fédéral de la SFIO, ne peut statutairement être élu dans une structure du syndicat. C'est Jaouen, de la « Manu », qui devient secrétaire de l'UL, qui obtiendra un local à la Maison du Peuple, dès 1948.

A Concarneau, l'UL est constituée dès le 12 janvier 1948. A sa tête un ouvrier sertisseur, Jean Le Tallec. Une note des renseignements généraux du 13 janvier 1948 explique : « Le 20 décembre, au cours d'une réunion de la section locale SFIO, les participants ont projeté de créer un syndicat FO... A l'issue de cette réunion, Le Tallec est chargé de lancer le mouvement ». Dans les autres localités l'implantation est beaucoup plus difficile pour Force Ouvrière : à Pont-l'Abbé, un vote à l'UL CGT donne 24 voix pour la CGT contre 19 pour FO ; Carhaix et Huelgoat lui sont totalement hostiles.





# L'union départementale FO : des débuts difficiles

L'UD FO « qui aurait pu avoir la pudeur de ne pas installer son organisation à Morlaix, au siège même de la fédération socialiste », écrit E. Miry, désigne un premier bureau composé de membres de diverses villes du département. Les grandes difficultés de déplacement montrent, à l'évidence, qu'il s'agit d'une direction non opérationnelle. Le congrès d'octobre 1948, à Châteaulin, décide de transférer le siège de l'UD à Brest (en baraque, place Fautras). Max Rivière (4) est élu secrétaire général. Totalement inconnu dans le syndicalisme finistérien, il se présente au nom du syndicat du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Il sera le véritable dirigeant et organisateur de FO dans le Finistère jusqu'en 1952, date à laquelle on perd totalement sa trace.

## Les syndicats d'enseignants optent pour l'autonomie

FO manque de cadres et compte sur l'adhésion des syndicats d'enseignants, mais le souci de la majorité de ceux-ci est de maintenir l'unité. Trois votes ont lieu dans chaque département. Dans le Finistère, en mars 1948, le résultat est le suivant : 784 pour le maintien à la CGT, 153 pour l'affiliation à FO, 644 pour l'autonomie, 76 bulletins nuls. En juillet 1949, sur 1 500 votants, 994 se prononcent pour l'autonomie et 536 contre. Un nouveau vote est organisé en prévision de la décision nationale. Si l'accès à l'autonomie échoue, 1007 personnes souhaitent rester à la CGT, 225 adhérer à FO, 3 à la CNT. Les partisans de FO sont donc très minoritaires.

Au plan national, la majorité des enseignants se prononce pour l'autonomie. Dans le Finistère, comme dans les autres départements, la majorité des enseignants ayant voté pour la CGT décide de s'organiser en Fédération de l'éducation nationale CGT. Le 26 novembre 1948, à Quimper, le syndicat est créé avec comme secrétaire Jean Bécam, instituteur à Crozon et comme trésorier Jean Nédélec, instituteur à Collorec. Les syndicats CGT d'enseignants (hors techniques) seront dissous en 1954 sur décision de la direction confédérale, faisant suite à une orientation du Parti communiste(5).

## Quelques transfuges

Rares sont les organisateurs de la scission qui ont eu des responsabilités dans la CGT : Abdelaziz, qui quittera rapidement FO pour la FEN autonome ; Le Jeune, du Trésor, à Quimper, qui deviendra trésorier de l'UD FO ; Crabey, de l'alimentation, dont le revirement ne sera pas favorable à FO dans ce secteur ; Soubigou, des mutilés du travail ; Castillo, enfin, ancien membre du bureau de l'UD qui, après avoir vainement tenté de créer la CNT, « par anticommunisme », deviendra le responsable du bâtiment à Quimper.

## Des dirigeants inconnus jusqu'alors dans le syndicalisme

Dans un bulletin d'information de l'UD en mars 1948, Ernest Miry écrit : « Jamais ces individus n'ont eu aucune res-

ponsabilité syndicale, jamais ils n'ont daigné s'occuper des revendications de leurs camarades avant qu'ils n'aient reçu l'ordre impératif de leur parti ». Il apparaît, en effet, que, dans la grande majorité des cas, les implantations FO sont le fait de militants de la SFIO ; les groupes socialistes d'entreprise, par exemple, s'insèrent dans FO. Les renseignements généraux le pensent. Dans une note du 14 décembre 1947, quelques jours avant la scission, le comité fédéral SFIO s'est intéressé à la question Force Ouvrière. La note précise : « C'est M. Guéguen, chef du centre de la compagnie des transports du Finistère, membre du bureau fédéral... qui est chargé du regroupement de la fraction dissidente de la CGT ». Dans son mémoire de 1999 sur la scission CGT-FO dans le Finistère, Yvan Raguénez écrit : « FO a émergé simultanément dans les principales villes du département. Cela signifie que ce ne sont pas quelques personnes qui ont fondé le syndicat localement mais tout un réseau de militants déjà prêts ». Il cite le cas de FO fonctionnaires : « Ses dirigeants Ranger, René, Louarn et Ely sont tous d'obédience socialiste... à la SNCF de Quimper, elle est dirigée par Louye et Moreau. Ce dernier est conseiller municipal SFIO d'Ergué-Armel », et il cite de nombreux autres exemples. Quel pouvait être l'intérêt des socialistes de favoriser, voire participer à la création de FO ? Il est probable qu'en affaiblissant la CGT, ils espéraient porter des coups au Parti communiste.



*En 1948, la rupture est complète entre FO et la CGT. Deux conceptions du monde et du syndicalisme sont désormais diamétralement opposées.*

## Les conséquences de la scission

Les responsables FO pensaient que nombre de salariés n'étaient pas syndiqués en raison de la proximité CGT-Parti communiste. Ils espéraient donc les voir adhérer chez eux. Au lieu de cela, la scission (comme en 1921) a jeté le trouble dans l'esprit des adhérents et les non syndiqués ne rejoignent pas la nouvelle organisation. On assiste, au contraire, à une baisse constante de syndiqués.

En janvier 1949, Ernest Miry constate : « La situation est plutôt mauvaise, sur 250 000 assujettis à la Sécurité sociale dans le Finistère, 50 000 seulement sont syndiqués ». Avant la scission, la CGT revendiquait, à elle seule, 70 000 cotisants.

Les interrogations sont d'autant plus grandes que les positions sont divergentes. La CGT réclame des augmentations immédiates de salaires quand FO (et la CFTC) sont uniquement pour des baisses des prix. Face à l'échec de leur position de baisse des prix, un accord national, en septembre 1948, constate l'échec de la baisse des prix et la nécessité d'augmenter les salaires. Un accord intervient entre les trois UD ; la direction de FO Finistère le récuse rapidement. La CGT appelle donc les salariés à l'action quand FO (et la CFTC) prônent la négociation. Autre divergence profonde : le plan Marshall. FO l'accepte, la CGT le combat.

Le monde, en effet, est coupé en deux. Pour les uns, la responsabilité incombe à l'URSS et à la création d'une organisation communiste internationale

œuvrant « pour la paix et l'émancipation des peuples ». Pour les autres, ce sont les Etats-Unis et le plan Marshall censé, en contrepartie de milliards de dollars, endiguer le communisme qui en sont responsables. Deux conceptions du monde, diamétralement opposées.

### L'action malgré la division

En 1948, la situation est explosive. Une dévaluation du franc et une libéralisation des prix conduisent à une diminution du pouvoir d'achat des salariés de 20% entre décembre 1947 et février 1948.

Bien que ne voulant pas l'unité, la CFTC et FO (dans un premier temps) sont contraintes d'y venir tant le mécontentement déborde. Des grèves éclatent dès le mois de mai et vont se multiplier à partir de juin. Le 15 juin 1948, 5 000 fonctionnaires et agents des services publics cessent le travail à l'appel des trois organisations. A la même période, les papetiers de Scaër et d'Ergué-Gabéric obtiennent 10% d'augmentation, suite à leur grève.

A compter du 8 juillet, un conflit national touche les services des finances : douaniers, agents des contributions et du cadastre cessent le travail dans l'unité. Le gouvernement devra céder sur une partie des revendications salariales. Le 29 août, 7 000 travailleurs de l'arsenal se mettent en grève pour les salaires et la semaine de 40 heures. Ils seront, à nouveau en grève, de même que les entreprises pri-

vées de la navale, à partir du 7 septembre à l'appel de la CGT et de la CFTC. Le 17 septembre, en grève totale, ils sont rejoints par le bâtiment, les métallos et les marins de commerce CGT-CFTC

A Douarnenez, le 9 septembre, 3 000 personnes se rassemblent pour demander l'unité CGT-CFTC. Le 21 septembre, 18 000 manifestants se rassemblent devant la sous-préfecture de Brest pour les salaires et l'échelle mobile (augmentation en fonction du coût de la vie). A l'issue de ces actions, des augmentations seront arrachées dans plusieurs secteurs et entreprises.

Le 24 septembre est une journée nationale d'arrêts de travail. 5 000 personnes se réunissent au gymnase à Quimper, 6 000 à la maison des syndicats à Brest (6). A Douarnenez, Concarneau, Carhaix, Rosporden, Scaër, les rassemblements, tous à l'appel de la CGT, sont massifs.

Le constat de cette année 1948 dans le Finistère est clair : le mécontentement est profond, la CFTC y participe à de nombreuses reprises, FO quasiment jamais.

### La grève des mineurs

Une grève des mineurs débute le 4 octobre 1948. Elle se terminera le 29 novembre. La répression est terrible, Jules Moch (7), ministre SFIO de l'Intérieur, fait procéder à 6 000 licenciements. On comptera 3 000 arrestations et 2 793 condamnations dont 173 à de la prison ferme. L'échec de cette grève marquera durablement la classe ouvrière. (8)





Vers 1950, manifestation à Morlaix, devant la Maison du Peuple. (photo DR)

## La création de FO et la Maison du Peuple de Morlaix

La création de FO dans le Finistère a eu aussi des conséquences, au moins temporaires, sur le fonctionnement de la Maison du Peuple de Morlaix.

Rappel historique : le comité de la Maison du Peuple de Morlaix, association « loi de 1901 », a été créé en 1922 par les UL CGT (confédérée) et CGTU (unitaire) pour acheter un immeuble, y créer une Maison du Peuple et y loger leurs syndicats respectifs. C'est ce qui s'est fait en 1924. Les deux UL gèrent ensemble

la maison jusqu'à la réunification de la CGT en 1936. Depuis, la CGT est toujours seule propriétaire par le biais du comité associatif auxquels adhèrent tous les syndiqués.

A la création des syndicats FO à Morlaix, leurs responsables se sont considérés comme héritiers de l'UL CGT « confédérée » copropriétaire jusqu'en 1936, d'autant plus que la nouvelle confédération s'appelait « CGT-FO ». En 1948 l'UL FO intervint auprès du maire de

Morlaix (majorité gaulliste-MRP) pour que la subvention attribuée la Maison du Peuple ne soit versée que si des représentants FO siégeaient dans son CA. La municipalité exigea que satisfaction soit donnée à FO. La CGT refusa.

Pour sortir de l'impasse, le conseil du 29 janvier 1949 décida de remplacer la subvention par un paiement des travaux d'entretien sur factures à hauteur du crédit total attribué.

### Notes

1- L'association Le Travail fut créée par la CGT entre les deux guerres. Elle offrait, moyennant cotisation, une couverture sociale aux salariés. La Sécurité sociale n'existait pas. Dans le Finistère, trois autres associations permettaient une couverture sociale : celle du patronat pour les grandes entreprises, l'association départementale et celle de la mutualité. Les quatre seront intégrées dans la Sécu lors de sa création en 1945

2- Pierre Neumeyer, né à Saint-Dié (Vosges), secrétaire général adjoint de la fédération des fonctionnaires, trésorier de la CGT, sera l'un des acteurs de la scission CGT-FO en 1947.

3- Cinq membres du bureau confédéral démissionnent de la CGT : Bothereau, Bouzanquet, Delamarre, Jouhaux et Neumeyer.

4- Max Rivière, né à Libourne (Gironde), en 1903, mort à Bretagne-de-Marsan (Landes) en 1986, militant de la SFIO.

5- voir Mémoire Vivante n° 12 de mars 2018.

6- Porte Fautras, angle du boulevard Clémenceau et de la rue de l'Hôpital.

7- Jules Moch (1893-1985), militant SFIO. Successivement secrétaire du gouvernement, sous-secrétaire d'Etat et ministre des Travaux publics dans le gouvernement Léon Blum du Front Populaire. En 1947 il est nommé ministre de l'Intérieur de la quatrième République.

8- En 2011, la cour d'appel de Versailles reconnaît l'illégalité des licenciements pour faits de grève. En 2014, Christiane Taubira, ministre de la Justice, fera voter une indemnité de 30 000 € aux « gueules noires » ou à leurs descendants.

Remerciements à Yvan Raguénez qui nous a aimablement remis son mémoire de maîtrise : « La scission CGT-FO dans le Finistère », UBO 1999.

Remerciements, également, à la direction des archives départementales du Finistère pour nous avoir permis de consulter les boîtes 1177W 31 et 33 et vive reconnaissance au personnel.

Autres sources :

- Archives départementales du Finistère : 31W 220-222 ; 31W 231-237 ; 31W 252-53 ; 31W 434-439

- Archives de l'Union départementale CGT du Finistère

- Archives municipales, Morlaix

- « La CGT dans le Finistère (1944-1968) », tome 1, Fanch Tanguy, UD CGT du Finistère, 1986

- « Esquisse d'une histoire de la CGT (1895-1965) », Jean Bruhat, Marc Piolot, CGT 1967

- « Histoire de la CGT », IHSCGT, éditions de l'Atelier, 2015

- Le Maitron, dictionnaire du mouvement ouvrier et du mouvement social

- Le Télégramme, décembre 1947

- La Bretagne ouvrière, paysanne et maritime, premier trimestre 1948

- Le Breton socialiste, premier trimestre 1948.

« Histoire d'une renaissance » : recherches et synthèse par Robert Salaün

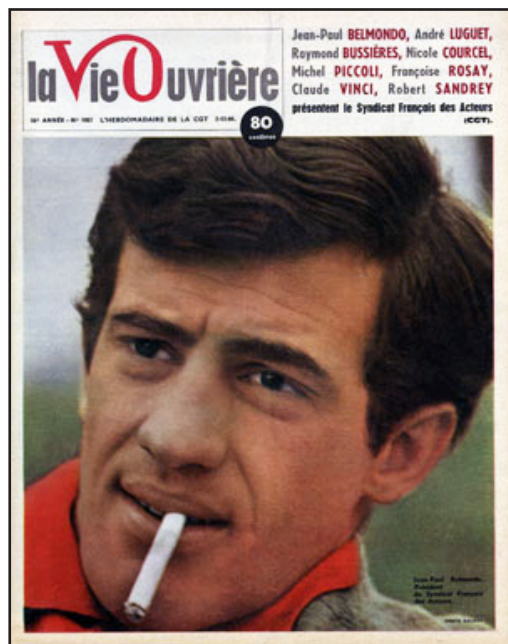
Autres contributions :

Guy Maillot,

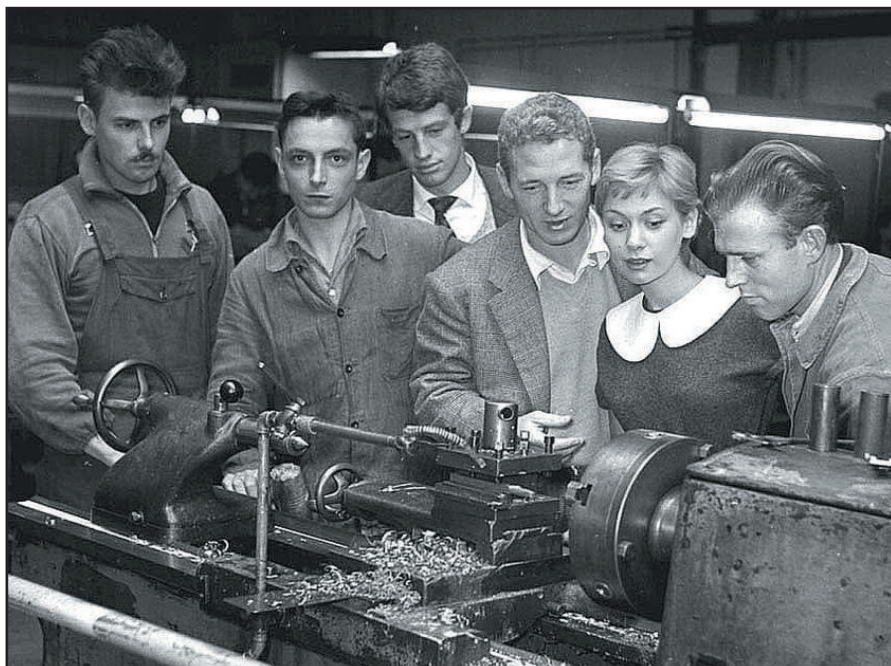
Anne-Marie Quesseveur

# Jean-Paul Belmondo

## Les débuts d'un acteur engagé



La une de la Vie Ouvrière du 2 décembre 1964. Jean-Paul Belmondo président du Syndicat Français des acteurs.



Jean-Paul Belmondo, dans « Les copains du dimanche », film réalisé en 1956, à l'initiative de la CGT. (photo DR)

Cela se sait peu, mais Jean-Paul Belmondo, qui vient de nous quitter, a été quelques années président du SFA-CGT, le syndicat français des acteurs, entre 1963 et 1966. Davantage président d'honneur qu'actif au vu de son statut de star naissante, il n'était pas, comme un de ses prédécesseurs, Gérard Philippe, membre du PCF. Il en était d'ailleurs plutôt éloigné. Néanmoins, il fit en 1964 la une de la Vie ouvrière, l'hebdo de la CGT à qui il déclara notamment : « la CGT est un syndicat comme les autres. Je sais que vous allez penser aux vedettes, aux gros cachets... Nous sommes quoi, une dizaine peut-être ? N'en parlons pas, car là il ne s'agit plus à proprement parler de notre métier d'acteur. Nous sommes traités à ce niveau non pas comme des comé-

diens, mais comme des marques de pâte dentifrice. Ce n'est pas ça le spectacle. Le spectacle, ce sont les quelque vingt mille comédiens, acteurs de cinéma, de théâtre, de télé, qui travaillent quand on veut bien leur en donner l'occasion et dont beaucoup ont bien du mal à vivre de leur métier, ce métier qu'ils ont choisi et qu'ils aiment. Et ceux-là, je vous assure, ils ont besoin d'être syndiqués et de se battre pour la vie. J'ai des tas d'amis qui travaillent trois mois par an et moins parfois. Mais il faut manger pendant douze mois. Les sources d'emploi, voilà le problème. »

Encore étudiant, il fut découvert par Henri Aisner, à la recherche d'un jeune comédien qui ne parût pas issu de mi-

lieux bourgeois, pour un film commandé par la CGT.

« Les copains du dimanche » fut ainsi tourné en 1956. La CGT voulait que ce film constitue une action en faveur des comités d'entreprise, encore peu développés, dix ans après leur création.

Jean-Paul Belmondo incarna un ouvrier métallurgiste de dix-huit ans, ayant perdu son père à la guerre, travaillant 55 heures par semaine et habitant avec sa mère en banlieue ; son seul luxe : une guitare. Il est entraîné par un camarade dans la création d'un aéroclub ouvrier. Le film exalte la force de l'union des syndicats et des générations.

Le film sortit en 1957 et rencontra maints obstacles qui entravèrent sa distribution.

### Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Bretagne

Adhésion 2021 à l'institut CGT d'histoire sociale de Bretagne

Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom .....

Adresse .....

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Bretagne.